

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le 02 février 2026



Une fois de plus, la Région finance l'entreprise idéologique du milliardaire d'extrême droite Pierre-Edouard Stérin

L'ensemble des groupes de gauche et écologistes de la Région Auvergne-Rhône-Alpes s'allient pour demander le retrait immédiat d'une subvention de 8 500 € prévue à la commission permanente du 6 février pour le colloque « Femmes face à l'islamisme ». Ce colloque, qui s'est tenu le 13 décembre à l'Hôtel de Région, a été organisé par le Centre européen de recherche et d'information sur le frérisme (CERIF), structure financée par Pierre-Édouard Stérin dans le cadre de son projet idéologique P.E.R.I.C.L.E.S (*Patriotes, Enracinés, Résistants, Identitaires, Chrétiens, Libéraux, Européens, Souverainistes*), visant à permettre une victoire de l'union des droites, extrême droite comprise.

Après Espérance Banlieues, le Serment du Vigneron, Murmures de la Cité, Raconte-moi la France, Lift ou Familya, c'est désormais le CERIF que la Région choisit de soutenir. Malgré nos alertes répétées contre les financements régionaux à ces structures et associations proches de l'extrême droite et liées à Pierre-Édouard Stérin, l'exécutif régional persiste et va plus loin en offrant un écho au sein même de l'institution régionale.

Pourtant, il est manifeste que le CERIF ne relève pas de la recherche académique indépendante. Sa Présidente, proche du parti Reconquête, est intervenue aux côtés de Sarah Knafo lors du meeting « Europe-Maghreb », et a été mise en cause plusieurs fois pour ses propos polémiques tenus sur la plateforme X. Elle a notamment associé la victoire de Zohran Mamdani à la formule « les tours jumelles retombent » et accusé le Conseil français du culte musulman d'être le « porte-parole du Hamas » (cette dernière publication a d'ailleurs donné lieu à un dépôt de plainte). Par ailleurs son ouvrage « Le frérisme et ses réseaux », présenté comme scientifique, est largement critiqué par la communauté universitaire pour ses faiblesses méthodologiques et ses inexactitudes.

Le colloque susmentionné – [disponible en ligne](#) – n'est qu'une instrumentalisation de la cause des femmes, au profit de thèses biaisées et stigmatisantes. Introduit par Laurent Wauquiez, il multiplie les amalgames entre l'islam et le terrorisme. Une des propositions faites est de limiter le nombre d'enfants musulmans dans les écoles publiques à "un taux de 30 à 40% maximum". Par ailleurs, une intervenante appelle à "s'armer physiquement" pour combattre "l'islamisme" (notion ici étendue à la religion musulmane). Il est inacceptable qu'une collectivité publique accueille et finance ce type d'évènement, qui plus est, de manière rétroactive.

À nos questions en commission, aucune réponse ne nous a été apportée, ni sur le fond idéologique du colloque, ni sur la structure et ses liens avec l'extrême droite. Il est inadmissible que cette subvention, introduite par un rapport modificatif transmis aux élus la veille des commissions, n'ait pas pu faire l'objet d'un débat sérieux. Nous en demandons le retrait immédiat.

Réaction des membres de la commission « Handicap, Solidarités, Action sociale, jeunesse, familles, seniors, vie associative et lutte contre les violences faites aux femmes » :

Johann CESA - Groupe SED : « Quand la présidente d'une structure tient de tels propos et entretient des liens assumés avec des figures de l'extrême droite, il n'y a plus d'ambiguïté possible. La responsabilité politique de la Région est engagée, et le retrait de cette subvention s'impose. »

Natacha MURACCIOLE - Groupe LE : « Les propos tenus lors du colloque sont très dangereux : amalgame permanent entre la religion musulmane et le terrorisme, stigmatisation dérivant sur un appel à la discrimination voire à la haine. C'est très choquant qu'un hémicycle de la République se fasse l'écho de l'idéologie d'extrême droite. »

BORIS BOUCHET - Groupe CIC : « Nous refusons que la Région finance et banalise de telles entreprises idéologiques, financées par des intérêts privés et porteurs d'un projet de société profondément régressif. »

REYNALD GIACALONE - Groupe PRG : « Un tel thème mérite mieux que ce portage caricatural, qui ne respecte même pas les élus régionaux, le « colloque » ayant eu lieu avant que le rapport ne passe en commission ! »